

ARRÊTÉ N° 2024_415

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2024 DU SERVICE ADOPHÉ MARTIN LUTHER KING SIS 7 RUE CATULIENNE 93200 SAINT- DENIS ET GÉRÉ PAR LA FONDATION ORPHELINS APPRENTIS D'AUTEUIL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatifs à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;

Vu la loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

Vu l'arrêté du président du Conseil général n° 2008-029 du 24 janvier 2008 portant autorisation de création d'une maison d'enfants à caractère social pour enfants de Seine-Saint-Denis gérée par la fondation Orphelins apprentis d'Auteuil, sise 40 rue de la Fontaine, 75781 Paris Cedex 16 ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2018-234 du 18 avril 2018 d'autorisation de transformation de cinq places d'accueil de l'établissement Martin Luther King (93200 Saint-Denis) en un service de trente suivis Adophé géré par la fondation Orphelins apprentis d'Auteuil sise 40 rue de la Fontaine, 75781 Paris Cedex 16 ;

Vu la convention du 28 décembre 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour le service d'accompagnement à domicile avec possibilité d'hébergement (Adophé) géré par la fondation Orphelins apprentis d'Auteuil ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2024 transmises le 27 octobre 2023 par Mme Marie-Sandrine Calixte, directrice de l'établissement Martin Luther King sis 7 rue Catulienne, 93200 Saint-Denis ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2024 transmise le 25 septembre 2024 ;

Vu le courrier du 24 octobre 2024 en réponse aux observations transmises le 1^{er} octobre 2024 par la fondation Orphelins apprentis d'Auteuil dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Pour l'exercice 2024, les dépenses et recettes prévisionnelles du service Adophé de l'établissement Martin Luther King sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	97 050,00	990 609,00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	764 780,11	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	128 778,89	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	922 716,04	923 076,40
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	360,36	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissable	0,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 prennent en compte les données suivantes :

- reprise de résultat : compte 11510 pour un montant de 78 313,98 € ;
- charges rejetées : compte 11591 pour un montant de 10 781,38 €.

ARTICLE 3. - Pour l'exercice budgétaire 2024, le prix de journée du service Adophé de l'établissement Martin Luther King sis 7 rue Catulienne, 9320 Saint-Denis, dont le n° de SIRET est le 775 688 799 01175, est arrêté à 63,86 €.

Le prix de journée moyen applicable au 1^{er} octobre 2024 est fixé à 43,28 €.

En application du IV bis de l'article L. 314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels versés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 est de 63,86 €.**

ARTICLE 4. - Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

– versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N ;

– régularisées en deux fois :

(1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N ;

(2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le douzième mensuel à compter du 1^{er} janvier 2025 est de 76 893,00 €** (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le